



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE NEW DELHI

N° 25 – Du 17 au 23 juin 2022

En bref

Afghanistan : Signature d'un accord de coopération entre les chambres de commerce afghane et russe.

Bangladesh : Les crédits alloués au secteur privé progressent de 34% en g.a. sur le T1 2022. Nouvelles introductions en bourse dans le secteur bancaire. Mise en service prochaine d'un nouveau logiciel de paiement des transactions par la banque centrale.

Bhoutan : Nouvelle émission de bons du Trésor. Hausse du prix des importations.

Inde : *Indicateurs macro-économiques*: Recul du déficit courant à 13,4 Mds USD au T4 2021/22. Dégradation du compte financier à 14,2 Mds USD dans le même temps. *Politique monétaire*: Diminution des réserves de change. *Secteur bancaire et financier*: Ralentissement des ouvertures nettes de SIP. *Politique commerciale*: Les Etats-Unis redeviennent le premier partenaire commercial de l'Inde en 2020/21. Rencontre prévue à New Delhi pour relancer les négociations relatives à un accord de libre-échange entre l'Inde et l'Union européenne. *Informations sectorielles*: Akasa Air accuse réception de son premier Boeing 737 MAX. SECI lance un appel d'offres pour la construction et l'exploitation de centrales solaires flottantes de 30 MW dans le Jharkhand et le Bengale occidental. Renew Power revoit à la hausse le développement de sa capacité de fabrication de modules solaires, de 4 GW à 6 GW par an. La PME française Lyra Network signe un MoU avec la société indienne NPCI International pour permettre l'utilisation des paiements mobiles UPI des cartes RuPay en France.

Maldives : Signature d'un prêt de 101,8 MEUR pour la phase 2 du projet de Gulhifalhu.

Népal : La roupie népalaise continue de se déprécier. Augmentation des prix de l'énergie.

Pakistan : Le projet de budget pour l'exercice 2022/23 toujours suspendu à un accord avec le FMI, qui pourrait intervenir prochainement pour débloquer la 7^{ème} tranche de la facilité élargie de crédit (EFF). Perspective du retrait du Pakistan de la liste grise annoncée lors de la dernière plénière du GAFI à Berlin, sous réserve des conclusions d'une mission dédiée. Prêt commercial de la Chine de 2,3 Mds USD pour renforcer les réserves de la Banque centrale. La Roupie continue sa chute face au dollar. Deux entreprises turques saisissent le Centre de règlement des litiges d'investissements internationaux (ICSID) portant sur 320 M USD de contrats signés avec le gouvernement sortant du Pendjab.

Sri Lanka : Don de 50 MAUD par l'Australie pour la fourniture de biens essentiels à Sri Lanka. Enquête annuelle du Department of Census and Statistics sur la population active. Plainte d'un créancier privé contre Sri Lanka. Dons de l'USAID de 6 MUSD et 5,75 MUSD.

Afghanistan

Signature d'un accord de coopération entre les chambres de commerce afghane et russe

Lors du Forum économique international de Saint-Pétersbourg, la Chambre de commerce et d'investissement d'Afghanistan (ACCI) a signé un accord avec la Chambre de commerce et d'industrie de la Fédération de Russie pour ouvrir la voie aux importations de matériel alimentaire et de carburant. Cet accord comprend également la facilitation du traitement des visas pour les commerçants afghans.

Bangladesh

Les crédits alloués au secteur privé progressent de 34% en g.a. sur le T1 2022

La reprise de la demande intérieure, en dépit de l'incertitude causée par la pandémie de la Covid-19, a relancé les projets d'investissement du secteur privé. Les crédits bancaires au secteur industriel productif atteignent 12,8 Mds EUR sur la période T1 2022, contre 12,5 Mds EUR au T4 2021 et 9,1 Mds EUR au T1 2021, soit une progression de près de 34% en g.a.

Dans le même temps, le remboursement des prêts au secteur industriel s'est élevé à 10,2 Mds EUR au T1 2022, en hausse de 20% en g.a.

Selon la banque centrale, les encours de crédit s'élevaient fin avril dernier à 166,6 Mds EUR contre 146,9 Mds EUR un an plus tôt.

Nouvelles introductions en bourse dans le secteur bancaire

Le régulateur boursier BSEC a approuvé le 16 juin dernier l'introduction en bourse de *Global Islami Bank*, qui lancera prochainement une OPA de 4,25 Mds BDT (44,5 M EUR); elle sera la cinquième introduction sur la bourse de Dhaka (derrière notamment les deux principaux opérateurs téléphoniques) et la seconde du secteur après *Union Bank*, cotée depuis le 26

janvier dernier. Un quart des 425 M d'actions de 10 BDT sera réservé aux nationaux non-résidents.

NRB Bank (devenue *Global Islami* en basculant dans le régime de la finance islamique le 3 janvier 2021) fait partie des neuf banques dites de la quatrième génération ouvertes en 2013, sous la condition de s'introduire en bourse dans les trois ans suivant les début de leurs opérations.

Par ailleurs, *Midland Bank* (MDB, fondée en 2013) prépare son introduction en bourse de 7 MEUR qui doit intervenir en octobre prochain et lui permettra de renforcer ses fonds propres. La banque dégage depuis longtemps des bénéfices et ses ratios de solvabilité sont solides (CAR de 21,13% fin 2019, et de 17,4% en 2021, bien au-dessus du niveau obligatoire de 12,5%).

Mise en service prochaine d'un nouveau logiciel de paiement des transactions par la banque centrale

Plusieurs réformes importantes ont été engagées depuis le début de l'année, avec l'assouplissement de la réglementation par la banque centrale, qui par ailleurs a mis en place depuis 2020 un portail permettant un paiement quasi immédiat des prestations sociales, tout en réduisant considérablement les fraudes; elle va lancer en septembre prochain un nouveau dispositif aux capacités élargies.

Forte du succès du dispositif de transfert électronique de fonds *GeTPH*, lancé en octobre 2019 et pleinement opérationnel depuis décembre 2020, la banque centrale va mettre en service en septembre 2022 un nouveau software, baptisé *NiCash*, d'une capacité de traitement de 4,6 millions d'opérations par heure (contre 600.000 avec le *GeTPH*).

Le nombre de virements électroniques (EFT ou *electronic fund transfers*) a littéralement explosé ces trois dernières années: de 3,88 millions en 2018, il est passé à 9,02 M l'année suivante, 29,75 M en 2020 et 133,9 M en 2021; la demande d'EFT pour les bénéficiaires publics (salariés comme administrations) dépasse les 20 M/mois et la Bangladesh Bank veut porter sa capacité de traitement à 50 M/mois.

Bhoutan

Succès de la cinquième émission d'obligations souveraines d'une valeur de 4 Mds BTN

La *Royal Monetary Authority* (RMA, Banque centrale) a émis une obligation souveraine de 4 mds BTN (51 M USD) de maturité douze ans. Il s'agit de la cinquième obligation souveraine du Bhoutan depuis la première émise en septembre 2020. L'émission de cette cinquième obligation a été bien accueillie avec une sursouscription de 155%, les soumissions des 10 souscripteurs ayant atteint 6,2 Mds BTN (79 M USD). Le coupon annuel a été fixé à 6,5%. Le taux actuariel n'a pas encore été précisé par la Banque centrale.

Cette émission a pour objectif de financer le déficit budgétaire, alors que le gouvernement cherche à réduire sa dépendance aux financements extérieurs et mobiliser davantage les financements internes. Pour rappel en 2020/21, la dette publique bhoutanaise équivalait à 135% du PIB, la part externe couvrait 93% du total et les prêts liés aux projets hydroélectriques les trois-quarts de celle-ci.

Augmentation du déficit commercial de 18% en glissement annuel lors du T1 2022

Le *National Bureau of Statistics* a annoncé que le prix des importations avait crû de 18% en g.a. au T4 2021 (calendaire). La hausse est due principalement à l'évolution des prix des métaux (+40%), du textile (+29%) et du pétrole (+20%).

En revanche, les termes de l'échange ont connu une amélioration de +7,8% en 2021 par rapport à l'année précédente, grâce à l'augmentation des prix des produits exportés (+27% en g.a). Cette hausse des prix est presque entièrement due, à hauteur de 90%, à la progression des cours du ferrosilicium, principal poste d'exportation du Bhoutan à hauteur de 15 Mds BTN (190 M USD) en 2021, soit 26% des exportations.

Pour rappel, le Bhoutan a importé des biens d'une valeur de 90 Mds BTN (1,15 Md USD) et exporté pour 58 Mds BTN (740 M USD) en 2021. Par ailleurs, le Bhoutan réalise 80% des importations et 90% des exportations avec l'Inde.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Recul du déficit courant à 13,4 Mds USD au T4 2021/22

Le déficit courant a été ramené à 13,4 Mds USD au T4 2021/22 (janvier – mars 2022) d'après les données de la RBI, soit 1,5% du PIB, contre 2,6% du PIB (22,2 Mds USD) au T3 et 1% du PIB (8,1 Mds USD) au T4 2020/21. Sur l'ensemble de l'exercice 2021/22, le déficit courant s'élève à 1,2% du PIB.

La modération du déficit courant au T4 s'explique principalement par la maîtrise du déficit des biens et services, à 26,2 Mds USD (2,9% du PIB) contre 31,9 Mds USD (3,6% du PIB) au T3. Le déficit de la balance commerciale (de biens) a diminué de 8,7%, ramené de 59,7 Mds USD au T3 à 54,5 Mds USD au T4, tandis que le solde des services a été porté de +27,8 Mds à +28,3 Mds USD dans le même temps, soit une hausse de 1,8%, grâce à une reprise des revenus issus des exportations de services informatiques et de services aux entreprises.

Le déficit des revenus primaires a reculé de 39%, à 8,4 Mds USD au T4 2021/22, contre 11,5 Mds USD au T3. Les revenus secondaires, principalement constitués des transferts de travailleurs migrants, s'élèvent à 21,2 Mds USD au T4 2021/22 contre 21,3 Mds USD au T3.

Dégradation du compte financier à 14,2 Mds USD dans le même temps

Le compte financier a été ramené de 22,2 Mds USD au T3 à 14,2 Mds USD au T4 2021/22, soit une baisse de 36% sur une base séquentielle.

Le solde net des investissements directs à l'étranger (IDE) a augmenté de 171% en glissement trimestriel (g.t), porté à 13,8 Mds USD au T4 contre 4,6 Mds USD au T3. Les IDE entrants s'élèvent à 17,3 Mds USD au T4 contre 8,8 Mds USD au T3, soit une augmentation de 97%. Parmi ces IDE entrants, 5,2 Mds USD correspondent à des réinvestissements de bénéfices des entreprises, soit 30% du total. Les IDE depuis l'Inde vers le reste du monde s'élèvent à 3,5 Mds

USD au T4 contre 4,3 Mds USD au T3, soit une baisse de 19%.

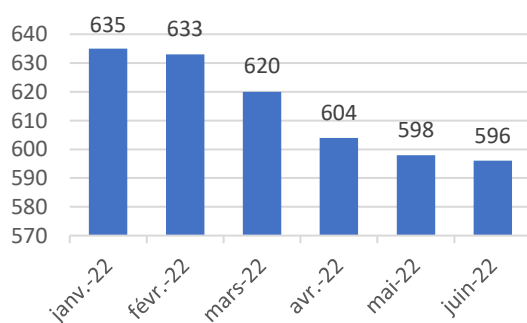
Au niveau des investissements de portefeuille, le retrait des non-résidents se poursuit avec des sorties nettes de -15,2 Mds USD, marquant une nette accélération par rapport au T3 (-5,8 Mds USD). Les marchés européen et américain ayant connu un recul important, les investisseurs étrangers souhaitent prendre leurs bénéfices sur les marchés ayant enregistré les meilleures progressions au cours des douze derniers mois, ce qui a été le cas des indices boursiers indiens comparativement aux autres marchés émergents, notamment la Chine.

Politique monétaire

Diminution des réserves de change

Les réserves de change de la RBI (Banque centrale) ont diminué de 4,6 Mds USD depuis le début du mois de juin, de 601,1 Mds USD à 596,5 Mds USD. Ce niveau de réserves représente 9,9 mois d'importations, contre une couverture de 10 mois d'importations au mois d'avril et 12,1 mois en janvier. Les réserves ont reculé de 10,9 Mds USD depuis le début de l'exercice budgétaire 2022/23 (1^{er} avril 2022 – 31 mars 2023) et de 40 Mds USD depuis le début de l'année calendaire, tandis que sur l'exercice 2021/22 les réserves avaient augmenté de 47,5 Mds USD. Cette érosion des réserves s'explique par les interventions de la Banque centrale sur le marché des changes afin de limiter la dépréciation de la roupie, qui s'inscrit chaque semaine à de nouveaux plus bas historiques face au dollar (au dessus des 78 INR pour 1 USD depuis le 13 juin et à 78,38 au 22 juin).

Réserves de change de la RBI (MDS USD)



Secteur bancaire et financier

Ralentissement des ouvertures nettes de SIP

Les créations nettes de comptes de SIP (*Systematic investment plans*) ont nettement ralenti au mois de mai pour s'établir à 940 000, soit le niveau le plus faible de ces douze derniers mois (55 millions). Au cours du mois de mai, ont été enregistrées 1,9 million d'ouvertures de comptes, contre un million de fermetures, portant le ratio ouverture/fermeture à son plus bas depuis douze mois (1,9 contre une moyenne annuelle de 2,4).

En dépit de ce ralentissement, les flux de capitaux induits par les SIP sont restés à un niveau élevé au mois de mai, se situant au-delà de 100 Mds INR (1,3 Md USD) pour le neuvième mois consécutif. Les flux s'inscrivent à 1100 Mds INR (14 Mds USD) sur les douze derniers mois. Le stock de capital des SIP a également progressé de 21% sur une base annuelle, s'élevant à 5600 Mds INR (72 Mds USD) au mois de mai. La valeur moyenne des SIP a cependant chuté de 15%, ramenée à 100 000 INR (1281 USD) contre 120 000 INR (1537 USD) en août dernier.

Pour rappel, les SIP sont des comptes d'investissement ouverts par des petits porteurs, qui investissent de manière régulière dans des produits financiers auprès de fonds de pension/gestionnaires d'actifs. Ces comptes, qui représentent le principal support d'épargne des ménages, ont connu un important succès avec plus de 70 millions d'ouvertures au cours de ces trois dernières années. Cet engouement a permis d'apporter suffisamment d'épargne financière, de manière à compenser les sorties de capitaux des non-résidents (voir supra). Néanmoins, le ralentissement du rythme des ouvertures de comptes pourrait refléter l'essoufflement de cette dynamique.

Politique commerciale

Les Etats-Unis redeviennent le premier partenaire commercial de l'Inde en 2020/21

Les exportations indiennes vers les Etats-Unis ont été portées de 51,6 Mds USD à 76,1 Mds USD et

les importations de 29 Mds USD à 43,3 Mds USD en g.a, faisant des Etats-Unis le premier partenaire commercial de l'Inde sur l'exercice budgétaire 2021/22. Le commerce bilatéral a ainsi été porté de 80,6 Mds à 119,4 Mds USD, soit une croissance de 48,2%. Les exportations indiennes vers les Etats-Unis comprennent notamment des diamants, des bijoux, des produits pharmaceutiques, des produits pétroliers et des cosmétiques. Les importations indiennes en provenance des Etats-Unis comprennent principalement du pétrole, du gaz naturel liquéfié, de l'or, du charbon et du fer.

Les Etats-Unis ont notamment devancé la Chine en matière de commerce bilatéral avec l'Inde, à 119,4 Mds USD contre 115,4 Mds USD - sans effet de changes puisque le dollar s'est envolé après la fin de l'exercice - alors que la Chine était le premier partenaire commercial de l'Inde en 2020/21 à hauteur de 86,4 Mds USD. En 2021/22, les exportations indiennes vers la Chine s'élèvent à 21,3 Mds USD, tandis que les importations indiennes en provenance de la Chine se situent à 94,2 Mds USD.

Rencontre prévue à New Delhi pour relancer les négociations relatives à un accord de libre-échange entre l'Inde et l'Union européenne

Des négociations vont avoir lieu du 27 juin au 1^{er} juillet à New Delhi entre les délégations européenne et indienne afin de discuter d'un possible accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde. Les deux parties espèrent signer trois accords : un accord sur les échanges commerciaux, un autre sur les investissements et un dernier sur la propriété intellectuelle et les appellations géographiques. La composition des deux délégations n'est pas connue à ce jour.

Les discussions entre l'Inde et l'UE avaient débuté en 2007, mais se situaient dans une impasse depuis 2013 faute d'une entente sur des domaines clés tels que les tarifs douaniers sur l'automobile ou encore la mobilité professionnelle. Le sommet de Porto de mai 2021 a relancé la négociation d'un accord de libre-échange global (ALE) entre l'UE et l'Inde.

Pour rappel, les exportations indiennes vers l'UeE s'élèvent à 65 Mds USD et les importations depuis l'UE à 51,4 Mds USD en 2021/22, faisant de

l'UE le deuxième partenaire commercial de l'Inde (voir supra) sur le dernier exercice budgétaire, devant la Chine et derrière les Etats-Unis.

Informations sectorielles

Aéronautique

Akasa Air accuse réception de son premier Boeing 737 MAX

La plus récente compagnie *low-cost* indienne Akasa Air a accusé réception de son premier B737 MAX. L'avion a été livré le 16 Juin 2022, environ trois mois après que la DGCA eut autorisé la remise en service des B737 MAX. Les 72 B737 MAX commandés par la compagnie devraient être livrés avant 2027. Akasa Air prévoit de recevoir 18 avions d'ici mars 2023, suivis de la livraison des 54 autres avions restants dans les quatre prochaines années. Pour mémoire, la compagnie avait besoin de son premier avion pour demander son *Air operator certificate* (AOC), qui devrait lui être délivré prochainement.

Energies

SECI lance un appel d'offres en vue de la construction et de l'exploitation de centrales solaires flottantes de 30 MW dans le Jharkhand et le Bengale occidental

La *Solar Energy Corporation of India* (SECI), entreprise publique notamment en charge du développement du solaire en Inde, a lancé un appel d'offres clôturant le 1^{er} août 2022 afin d'assurer le développement de 30 MW de centrales solaires flottantes dans le Jharkhand et le Bengale occidental. L'entreprise qui remportera cette enchère sera en charge de la construction, ainsi que de l'exploitation et de la maintenance du projet pendant dix ans. Les panneaux solaires devront être fournis par un fournisseur de classe-I, soit un fournisseur dont la part locale est au minimum de 50 %, inscrit sur la liste dite « *Approved List of Modules and manufacturers* » (ALMM) définie par le ministère des énergies renouvelables.

Renew Power revoit à la hausse le développement de sa capacité de fabrication de modules solaires, de 4 GW à 6 GW par an

Renew Power a annoncé développer d'ici 2024 une capacité de production de modules solaires en Inde de 6 GW par an, contre 4 GW initialement prévus, soit un investissement de 150 MUSD en sus des 350 MUSD alloués à l'origine. Cette capacité supplémentaire sera notamment utilisée pour le développement des projets solaires photovoltaïques de l'entreprise qui possède actuellement un portefeuille de 4,1 GW.

Cet investissement contribuera à l'objectif du gouvernement indien de développer une capacité intérieure de production de modules à même de répondre à l'objectif de 500 GW de capacités de production non fossiles installées en 2030. A cette fin, l'Inde a mis en œuvre un programme de subventions à la production (*Production Linked Incentive*), doté d'environ 3 Mds USD pour son volet solaire. D'autres grands groupes indiens de l'énergie ont annoncé des investissements similaires : le groupe Adani vise une capacité de production de 6 GW d'ici 2023-2024, Vikram Solar de 6,3 GW d'ici 2024 et Waaree de 9 GW avant la fin de l'année. Les groupes Tata et Reliance Industries ont également annoncé des investissements importants dans le domaine.

Fintech

La PME française Lyra Network signe un MoU avec la société indienne NPCI International pour permettre l'utilisation des paiements mobiles UPI des cartes RuPay en France

Lyra Network, une PME française fournissant des solutions de paiements numériques sécurisés, a signé un MoU avec NPCI International le 16 juin 2022 visant à permettre le paiement par UPI (*Unified Payment Interface*) et cartes RuPay sur tous ses terminaux des paiements en France.

UPI est l'infrastructure numérique publique de paiement numérique en Inde qui permet notamment un paiement facile et immédiat par téléphone portable. Elle a enregistré 6 Mds de paiements pour une valeur de 126 Mds EUR en mai 2022. Lancé en 2012, RuPay est le système de

cartes de débit et de crédit indien. La banque centrale indienne, RBI, a récemment annoncé [relier prochainement](#) les deux moyens de paiements en Inde.

Ces deux systèmes de paiement sont gérés par la *National Payments Corporation of India* (NPCI), une entité indépendante créée par la RBI et l'Association des banques indiennes en 2008 pour gérer les paiements de détail dans le pays. NPCI International, sa filiale créée en 2020, a pour objectif principal de permettre l'utilisation et l'acceptation des services UPI et RuPay à l'international. Actuellement, quatre pays - le Bhoutan, Singapour, le Népal et les Émirats arabes unis - acceptent les services UPI et RuPay et la France sera le premier pays d'Europe à le faire. Cette évolution pourrait être très utile pour les étudiants indiens en France ou les touristes indiens dont le nombre devrait augmenter considérablement dans les années à venir. En 2019, 10 000 étudiants indiens sont partis étudier en France et la France reste parmi les premières destinations de l'Union Européenne pour les touristes indiens avec plus de 700 000 visiteurs en 2017.

Maldives

Signature d'un prêt de 101,8 MEUR pour la phase 2 du projet de Gulhifalhu

Le gouvernement maldivien a signé avec les banques ABN AMRO, AKA European Export Trade, et ING, une facilité de prêt de 101,8 MEUR afin de financer la deuxième phase du projet de Gulhifalhu, visant la relocalisation du port international de Malé par gain de terres sur la mer. La première phase du projet, qui a permis de déplacer 6,5 M m³ de sable, a été lancée en 2020, et mise en œuvre par l'entreprise néerlandaise *Boskalis Westminster Contracting*, pour un montant de 53 MUSD. Le projet de relocalisation du port de Malé à Gulhifalhu, à 6km de la capitale, s'inscrit dans le plan d'action stratégique 2019-2023 du gouvernement maldivien. Ce prêt vient s'ajouter à la dette externe maldivienne, qui atteint 3 Mds USD (dette garantie comprise) au T1 2022 d'après les

derniers chiffres du ministère des Finances maldivien, soit 53% du PIB. La dette publique totale (dette garantie comprise), à 113% du PIB, est considérée comme insoutenable par le FMI.

Népal

La roupie népalaise continue de se déprécier

La roupie népalaise a atteint un nouveau plus bas historique face au dollar, à 125 NPR pour 1 USD à la clôture des marchés le 22 juin. Cela représente une chute de 6% par rapport au mois de janvier. Cette dégradation du taux de change serait due à la hausse des prix du pétrole qui pèse sur les importations népalaises, à l'appréciation généralisée du dollar face à la plupart des devises de marchés émergents, du fait de la hausse des taux décidée par la Fed et à la dépréciation de roupie indienne face au dollar, sur laquelle est indexée la roupie népalaise à un cours fixe de 160 NPR pour 100 roupies indiennes.

Evolution du taux de change NPR/USD



Augmentation des prix de l'énergie

Cette semaine, la *Nepal Oil Corporation (NOC)* a significativement augmenté les prix de l'énergie : de 11,8% pour le pétrole, passant de 178 NPR/L (1,42 USD) à 199 NPR/L (1,59 USD), tandis que pour le diesel, le prix du litre a connu une hausse de 16,3%, passant de 165 (1,32 USD) NPR à 192 (1,53 USD). Cette augmentation est directement liée à celle de l'*Indian Oil Corporation (IOC)*, l'unique fournisseur de carburant de la NOC, qui a augmenté le prix de ses exportations de carburant (+6,52 INR/L soit 0,08 USD) et de diesel

(+19,9 INR/L soit 0,25 USD). Pour tenter de diminuer les tensions résultant d'une telle annonce, le gouvernement a annoncé qu'il allait renoncer à la taxe d'infrastructure imposée sur le carburant, qui s'élevait 10 NPR. Cette taxe était mise en place depuis l'année budgétaire 2017/18, initialement pour financer le projet hydroélectrique Budhi Gandhaki. Lors de l'exercice budgétaire 2021/22, le gouvernement a décidé de modifier la finalité de cette taxe afin qu'elle finance le développement des infrastructures publiques, toutes confondues. Il s'agit d'un manque à gagner de 8 à 12 Mds INR/an pour le gouvernement.

Pakistan

Le projet de budget pour l'exercice 2022/23 toujours suspendu à un accord avec le FMI

Débatte à l'Assemblée nationale depuis 10 jours et devant impérativement être adopté avant la fin de ce mois, la Loi de finance pour l'année fiscale nouvelle (Juillet-juin) demeure suspendue à l'accord avec le FMI. D'un montant de 9 900 Mds PKR (50 Mds USD) en progression de 4% par rapport à l'exercice précédent, il affiche un excédent primaire (hors remboursement des intérêts) de 152 M PKR et présente un déficit contenu à 4,9% du PIB. Les recettes fiscales attendues par le FBR (*Federal Bureau of Revenues*) s'élèveraient à 7 440 Mds PKR en progression de 24% mais de seulement 10% en tenant compte de l'inflation. L'augmentation à nouveau des prix des carburants de 50 PKR par paliers de 5 PKR sur 9 mois ainsi que la mise place d'un impôt sur les revenus au-dessus de 100 000 PKR (504,7 USD) pourraient permettre d'atteindre l'objectif de collecte fiscale.

Accord en vue avec le FMI pour débloquer la 7^{ème} tranche de la facilité élargie de crédit (EFF)

Conditionné par la mise en œuvre des recommandations en matière fiscale, budgétaire et monétaire, le déboursement de près d'1 Md USD devrait intervenir dans les tous prochains jours. En effet, un projet de *Mémoire for Economic and Financial Policies* a été validé par

le FMI et transmis pour accord au ministre des Finances. En accord avec la SBP (*State Bank of Pakistan*) dès que les objectifs monétaires proposés par le FMI seront validés, l'accord pourrait être conclu ouvrant ainsi la voie à une sortie de l'impasse financière dans laquelle se trouvait le Pakistan depuis plus de trois mois. L'agenda reste très serré car le budget pour l'année fiscale 2022/23 qui porte sur la période Juillet / Juin doit être bouclé au plus tard le 30 juin.

Perspective de retrait du Pakistan de la liste grise annoncée lors de la dernière plénière du GAFI à Berlin, sous réserve des conclusions d'une mission dédiée

A l'occasion de la plénière du GAFI, la ministre déléguée aux Affaires étrangères du Pakistan, Mme Hina Rabbani Khar a annoncé que son pays aurait désormais rempli les 27 critères exigés par les pays membres pour sortir de la liste grise dévolue aux Etats qui ne respectent pas ou imparfaitement les exigences de transparence de la charte. Sous réserve d'une évaluation que deva valider la mission du GAFI attendue d'ici la fin de l'été, le Pakistan pourrait sortir définitivement de cette liste dans laquelle il figure depuis 2018.

Prêt commercial de la Chine de 2,3 Mds USD pour renforcer les réserves de la Banque centrale

L'annonce par le ministre des Finances d'un accord portant sur une syndication de banques commerciales chinoises d'un crédit de 2,3 Mds USD (15 Mds RMB) pour renforcer les réserves de la Banque centrale (*State Bank of Pakistan*) permet de disposer d'un répit dans l'effritement constaté depuis plusieurs mois en raison des tensions sur les échéances financières à maturité courte. Cette facilité permet de renouveler des lignes de prêts commerciaux d'un montant de 2 Mds USD dont l'exigibilité était attendue dans les tous prochains jours.

La Roupie continue sa chute face au dollar

Malgré les signaux positifs émanant des négociations avec le FMI pour le déboursement d'une nouvelle tranche de près d'1 Md USD dans le cadre de la 7^{ème} revue du programme de

facilité élargie, la monnaie nationale s'est encore un plus dépréciée face au dollar en cédant plus de 0,72% lors des séances d'adjudication sur le marché des changes et s'échangeait jeudi 23 juin à 211,48 pour 1 USD. L'inquiétude d'une pénurie de devises (Dollar et Euro) semble s'étendre aux banques commerciales dont certaines refusent de délivrer des devises, arguant d'une indisponibilité chronique depuis plusieurs jours.

Deux entreprises turques saisissent le Centre de règlement des litiges d'investissements internationaux (ICSID) portant sur 320 M USD de contrats signés avec le gouvernement sortant du Pendjab

Les deux sociétés, Al Bayrak et Ozpak, spécialisées dans l'assainissement et la collecte des ordures ménagères et des déchets industriels, contestent les conditions d'exécution du contrat qui s'élève à 320 MUSD. Les deux sociétés ont appelé à citer comme co-responsables, le Président de la République, le Premier Ministre, le Directeur du BOI (*Board of Investment*) ainsi que l'Ambassadeur du Turquie au Pakistan. Ce litige porte un coup sévère à la crédibilité des autorités locales qui sont soupçonnées de détournements de fonds et d'abus de biens sociaux. C'est la première fois qu'un projet financé par la Banque mondiale fait l'objet d'un litige porté devant une instance d'arbitrage international.

Sri Lanka

Don de 50 MAUD par l'Australie pour la fourniture de biens essentiels à Sri Lanka

L'Australie a annoncé un don de 50 MAUD (34,6 MUSD) pour soutenir Sri Lanka dans le contexte de crise économique et sociale que connaît le pays. L'enveloppe est constituée d'une contribution immédiate de 22 MAUD (15,2 MUSD) au Programme alimentaire mondial afin de financer une assistance alimentaire d'urgence, d'une hausse de 23 MAUD (15,9 MUSD) de l'aide publique au développement australienne sur les années 2022 et 2023, qui bénéficiera aux services de santé et à la reprise

économique et visera en particulier les femmes et les enfants, en sus de 5 MAUD (3,5 MUSD) récemment accordés à différentes agences onusiennes.

Enquête annuelle du *Department of Census and Statistics* sur la population active

Le *Department of Census and Statistics* a publié son enquête annuelle sur la population active sri lankaise. D'après cette enquête menée sur l'année 2021, la population en âge de travailler (au-delà de 15 ans) atteint 17,1 M de personnes à Sri Lanka.

Le taux d'activité atteint 49,9% (8,6 M de personnes), 71,0% pour les hommes et 31,8% pour les femmes, en recul par rapport à 2020 (50,6%) et 2019 (52,3%). Les hommes constituent les deux tiers (65,7%) de la population active, tandis que les femmes constituent près des trois quarts de la population inactive (73,3%). Le taux d'activité des femmes varie de 17,7% dans le district de Trincomalee à 40,7% dans celle de Nuwara Eliya.

Les hommes représentent deux tiers de la population en emploi, les femmes un tiers. Le taux d'activité atteint 94,9% (96,3% pour les hommes, 92,1% pour les femmes). Les statuts dans l'emploi se répartissent comme suit : salariés (57,3% du total), travailleurs indépendants (33,4%), aides dans l'entreprise ou l'exploitation familiale (6,6%) et employeurs (2,7%). Les femmes sont légèrement surreprésentées parmi les salariés (34,1% du total) et très largement parmi les aides familiales (75,9% du total). À l'inverse, elles ne constituent que 25,3% et 9,9% respectivement des travailleurs indépendants et des employeurs.

À l'échelle du pays, l'emploi se répartit à 27,3% dans le secteur agricole, à 26,0% dans le secteur industriel et à 46,7% dans les services. Les variations sont fortes entre territoires urbains (4,2%, 23,9%, 71,9%), ruraux (29,8%, 26,9%, 43,3%), et plantations (62,0%, 18,1%, 19,9%). En recul jusqu'en 2018, la part de l'emploi agricole augmente depuis, en liaison probablement avec les implications socio-économiques du covid, tandis que l'emploi industriel baisse depuis cette date et que l'emploi dans les services suit une trajectoire légèrement haussière.

Le taux de chômage (5,1% de la population active occupée, 3,7% pour les hommes et 7,9% pour les femmes) recule par rapport à 2020 (5,5%) mais reste au-dessus du chiffre de 2019 (4,8%). Il touche principalement les jeunes (26,5% dans la tranche 15-24 ans, 11,4% dans la tranche 25-29 ans). Il tombe à 3,8% dans la tranche 30-39 ans et 1,0% au-delà de 40 ans. Signe de l'incapacité du marché de l'emploi sri lankais à absorber sa population formée, le taux de chômage augmente avec le niveau d'éducation.

Plainte d'un créancier privé contre Sri Lanka

La banque *Hamilton Reserve Bank*, dont le siège social est à St Kitts et Nevis, a porté plainte contre Sri Lanka le mardi 22 juin auprès de la cour de district des États-Unis pour le district sud de New York afin d'obtenir le remboursement complet des 25% d'une ligne obligataire au titre des *International Sovereign Bonds* (ISB) de 1 Md USD détenus par elle, soit 257,5 MUSD (250,2 MUSD en principal et 7,4 MUSD en intérêts), suite à plusieurs occurrences de défaut (annonce d'un moratoire sur le service de la dette externe le 12 avril, défauts croisés sur des ISBs arrivant à maturité en 2023 et 2028) qui ont avancé la date exigible de règlement (initialement au 25 juillet 2022). La plainte argue de la capacité du gouvernement sri lankais à payer, dénonce un défaut orchestré en reprenant à son compte les accusations de corruption et de détournement de fonds visant la famille Rajapakse, ainsi que de la différence de traitement dont bénéficie la dette domestique, exclue du moratoire. Dans le même temps, plus d'une trentaine de créanciers privés détenteurs d'obligations internationales sri lankaises ont annoncé former un groupe formel pour engager les négociations sur la restructuration de la dette avec les autorités sri lankaises, d'après un communiqué de leur conseil juridique, le cabinet Clifford Chance.

Dons de l'USAID de 6 MUSD et 5,75 MUSD

Faisant suite à l'annonce de prêts à hauteur de 120 MUSD par la DFC, l'ambassade américaine à Sri Lanka a fait deux nouvelles annonces de soutien financier à Sri Lanka les 16 et 21 juin sous forme de dons à hauteur de 6 MUSD et 5,75 MUSD via l'USAID, au bénéfice des populations

vulnérables et marginalisées et afin d'apporter une assistance technique au secteur public sri lankais, engagé dans des réformes de stabilisation de l'économie. Le premier don abondera le projet SCORE (*Social Cohesion and Reconciliation*), pour soutenir la productivité des petites exploitations agricoles et celle des microentreprises dans les communautés les plus pauvres du pays, ainsi que le projet PARTNER (*Partnership for Accelerating Results in Trade,*

National Expenditure, and Revenue), afin de soutenir l'efficacité et la bonne gestion des ressources du secteur public. Le deuxième don fournira une assistance financière, des emplois à court terme, et des intrants agricoles comme des semences; il viendra aussi en soutien aux microentreprises, ainsi qu'aux comités de gestion des désastres au niveau communautaire.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B-	Stable	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international